

LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE

Résistance et souveraineté du peuple bolivien



Les troubles que connaît la Bolivie et la valse de ses présidents ne sont pas des phénomènes propres à ce pays, mais les premiers symptômes d'une crise générale qui touche de nombreux États. Face au pillage des ressources et à la paupérisation, un peuple constate la corruption de la démocratie nationale par les États-Unis et se soulève. Pour le prix Nobel de la paix Adolfo Pérez Esquivel, la paix sociale passe par une remise en cause radicale des formes actuelles de la démocratie représentative et l'invention d'une démocratie participative.

page 2

Iran : hésitation dans la propagande

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Les résultats de l'élection présidentielle iranienne du 24 juin 2005 ont perturbé les médias occidentaux qui avaient tous parié sur une victoire d'Ali Rafsandjani au second tour. Si certains se tournent vers des universitaires pour comprendre ce qui se passe, la plupart laissent la parole aux « experts » néo-conservateurs. Ceux-ci doivent corriger leurs discours à la lumière des derniers événements.

page 6

REPÈRE : 4 JUILLET 1987

Condamnation de Klaus Barbie

Au terme de deux mois d'audience, Klaus Barbie est condamné par la Cour d'assises du Rhône à la réclusion à perpétuité pour crime contre l'humanité. Accusé de tortures, d'exécutions et de déportations, l'ancien chef de la Gestapo, exécuteur de Jean Moulin, aura échappé aux autorités françaises pendant plusieurs décennies grâce au soutien des États-Unis, pour lesquels il fût l'un des principaux informateurs en Amérique latine. Ex-agent de la CIA, chargé entre autres de la répression en Bolivie, son extradition ne fut possible qu'en février 1983, alors que les autorités états-uniennes avaient réussi jusque là à tenir sa localité secrète. Il s'en suivra quatre longues années d'instructions, où ne sera retenu que ses crimes durant la seconde guerre mondiale, malgré son implication dans l'opération condor. ■



ÉTATS-UNIS : LA CPB INTERDIT D'ANTENNE LES OPPOSANTS À LA GUERRE EN IRAK

Aux États-Unis, le président de la Corporation for Public Broadcasting a fait établir une liste noire des personnalités à ne plus inviter dans les émissions de radio et de télévision. Elle comprend des éditorialistes et des hommes politiques opposés à la poursuite de la guerre en Irak, y compris certains leaders républicains comme le sénateur Chuck Hagel. La Corporation for Public Broadcasting (CPB) est une instance par-administrative qui, entre autres, distribue les subventions fédérales aux radios et télévisions locales. Son nouveau président, Kenneth Y. Tomlinson, a dirigé *La Voix de l'Amérique* pendant la présidence Reagan, puis le *Reader's Digest*. ■

La crise de la démocratie

Résistance et souveraineté du peuple bolivien

Les troubles que connaît la Bolivie et la valse de ses présidents ne sont pas des phénomènes propres à ce pays, mais les premiers symptômes d'une crise générale qui touche de nombreux États. Face au pillage des ressources et à la paupérisation, un peuple constate la corruption de la démocratie nationale par les États-Unis et se soulève. Pour le prix Nobel de la paix Adolfo Pérez Esquivel, la paix sociale passe par une remise en cause radicale des formes actuelles de la démocratie représentative et l'invention d'une démocratie participative.



Adolfo Pérez Esquivel

La Bolivie a été confrontée à une violence structurelle et sociale tout au long de son histoire. Les luttes des mineurs, des paysans et celles d'autres secteurs sociaux mettent en évidence la gravité de la situation que traverse le pays, face à l'inertie et à la complicité de gouvernements qui ont privilégié les secteurs proches du pouvoir et ont intentionnellement oublié le peuple. Celui-ci réagit par la résistance sociale face à l'appauvrissement croissant de la population. Les Boliviens souffrent d'un manque évident de politiques et de programmes répondant aux besoins les plus élémentaires, comme la santé, l'éducation, un travail et une vie digne. Voilà un peuple qui assiste à une augmentation de la pauvreté et de l'exclusion sociale, qui voit la faim progresser, tandis que ses ressources sont pillées. Et si d'aventure ils réagissent à l'injustice, ils sont

immédiatement accusés d'être des subversifs et de faire usage de la violence, alors qu'ils ne font que porter leurs revendications sociales. La seule réponse de l'État est la répression.

Des gouvernements de nombreux États appliquent des « lois antiterroristes », lesquelles justifient l'association qui est faite entre protestation sociale et terrorisme.

Le peuple bolivien est assis sur de grandes ressources et richesses qui lui appartiennent, mais n'en tire aucun parti, celles-ci étant pillées par l'oligarchie et les transnationales, qui accumulent les profits sans aucune redistribution.

La démission du président Carlos Mesa met en lumière les fortes pressions qui ont mené le pays à l'instabilité et à l'augmentation des tensions, produisant le chaos et la violence ; avec la menace d'un possible coup d'État militaire soutenu par les États-Unis pour protéger leurs intérêts économiques et politiques, dans le secteur des hydrocarbures et principalement du gaz.

On déplore déjà un mort et deux blessés, victimes de la violence institutionnelle.

Dans ce contexte, l'accord entre les États-Unis et le gouvernement du Paraguay pour accueillir sur son territoire des soldats états-uniens, avec bien sûr l'assurance d'une totale immunité, est pour le moins inquiétant. L'intervention de l'ambassadeur états-unien en Bolivie est révélateur du fait qu'ils cherchent à empêcher Evo Morales, dirigeant du Mouvement vers le socialisme (MAS), d'accéder à la présidence de cette nation.

Il y a des indices qui confirment ce risque. Par exemple, le gouvernement de Bush « ordonne » au secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OEA) qu'il suive avec attention le développement des événements en Bolivie et si nécessaire, qu'il prenne les « mesures adéquates ». Il ne serait pas étonnant qu'il ait à l'esprit, de par la proximité de troupes états-uniennes au Paraguay, une intervention semblable à l'invasion d'Haïti, avec les conséquences graves que vit aujourd'hui ce pays, qui doit supporter les troupes d'occupation, la violence et l'augmentation de la pauvreté.

Le Parlement, qui n'a pas pris la moindre décision débat actuellement de la convocation d'une constituante et de l'organisation d'élections présidentielles anticipées, que même l'Église catholique soutient afin de parvenir à la stabilité constitutionnelle et à la normalisation du pays.

Après de fortes tensions au Parlement et après le renoncement de Hormando Vaca Diez et de Mario Cossio, le président de la Bolivie est le président de la Cour Suprême de Justice, Eduardo Rodriguez. Il devra organiser des élections anticipées dans un délai de 90 jours.

Le dirigeant Evo Morales réclame la nationalisation des ressources du peuple, les hydrocarbures et le gaz, ce à quoi s'opposent des secteurs patronaux alliés avec le gouvernement des États-Unis.

La violence structurelle et sociale a profondément modifié les conditions de vie,

et la réaction du peuple réclamant ses droits est légitime, tant ils sont systématiquement niés.

Les événements se sont précipités ces derniers temps et espérons que le sens commun, qui est devenu le moins commun des sens, permette aux dirigeants politiques et à des organisations sociales de trouver des voies et des alternatives pour obtenir le respect de la souveraineté du peuple bolivien et réclamer des changements profonds dans les institutions de l'État. Nous espérons que ces changements réclamés par le peuple se feront sans violence, par le dialogue et en ayant comme objectif le bien commun.

Le problème que vit la Bolivie n'est pas un fait isolé du reste du continent qui souffre des politiques néo-libérales imposées par le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et le Département d'État états-unien, qui exigent la privatisation d'entreprises nationales et de services ainsi que les ressources naturelles.

Un grand débat est désormais ouvert. Il s'agit d'analyser le type de démocratie que vivent les peuples, une démocratie plus formelle que réelle, par délégation et non pas participative.

Quand bien même les peuples votent, le jour suivant ils sont démunis. En déléguant le pouvoir à ceux qui gouvernent, les citoyens sont exclus des décisions de l'État.

Le système démocratique imposé est en crise, et il est nécessaire de renverser la situation, d'aller au-delà de démocraties par délégation, qui laissent les peuples sans défense et soumis à propos de toutes sortes d'enjeux, comme par exemple la dette externe, les privatisations des entreprises nationales et les ressources naturelles, qui induisent une dépendance et une perte de souveraineté.

Comme disent les frères indigènes du Cauca, en Colombie : « *Il faut faire cheminer les paroles de la résistance* », recouvrer le véritable sens des mots, aller vers la construction de démocraties participatives, où les grands sujets et les problèmes de société, qu'ils soient immédiats ou à venir, soient décidés à travers des plébiscites, des consultations populaires, des referendums. Il faut pouvoir révoquer les mandats des dirigeants et des fonctionnaires qui n'accomplissent pas leur devoir de serviteurs du peuple

Ils n'y a pas de faits isolés sur le continent. Des mouvements sociaux naissent de la résistance et de la participation sociale des peuples face aux injustices, comme le soulèvement du peuple bolivien.

D'autres mouvements sont apparus dans plusieurs pays, comme la récente rébellion populaire en Équateur face à un gouvernement qui a trahi son peuple, ou la rébellion populaire en Argentine, face à un gouvernement incapable qui a mené le pays à la débâcle économique et à l'augmentation de la pauvreté.

Le continent est à la croisée des chemins, il doit promouvoir les actions qui amèneront les changements que les peuples attendent, alors que les politiques néo-libérales prétendent globaliser la misère, la marginalité et la domination.

Le peuple bolivien a donné à travers son histoire des exemples clairs de résistance et de dignité, et aujourd'hui il fait à nouveau entendre sa voix pour éviter le pillage de ses ressources, affectant le présent et l'avenir du pays

Les peuples du continent doivent être en état d'alerte face aux politiques imposées par les centres du pouvoir dominant et développer la solidarité et l'entraide. Aujourd'hui c'est la Bolivie, demain ce sera peut-être nos peuples.

Adolfo Pérez Esquivel

Architecte et écrivain argentin. Prix Nobel de la Paix (1980).

Publié avec l'aimable autorisation de l'auteur et du quotidien mexicain, *La Jordana*.
Version française pour le Réseau Voltaire : Cyril Capdevielle.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Iran : hésitation dans la propagande

Analyse

Les résultats de l'élection présidentielle iranienne du 24 juin 2005 ont perturbé les médias occidentaux qui avaient tous parié sur une victoire d'Ali Rafsandjani. Déstabilisés, les médias allemands se tournent vers les universitaires, spécialistes de la question. Le quotidien autrichien *Der Standard* interroge le directeur de l'institut d' « iranistique » de l'Académie des sciences de Vienne, Bert Fragner. Il affirme que la situation en Iran est totalement imprévisible. Les médias occidentaux se sont focalisés sur les questions de mœurs, laissant de côté la question sociale alors qu'il s'agissait de la question la plus importante pour les Iraniens. Aujourd'hui, l'élection d'Ahmadinejad est l'accession au pouvoir d'un révolutionnaire sincère profondément ancré dans la dimension socio-religieuse de la Révolution de 1979. Interviewé par *Deutschland Radio*, le directeur du département Moyen-Orient et Afrique de l'Institut de recherches en affaires internationales, Johannes Reissner, partage cette analyse. Il existe une grande incertitude concernant les intentions du nouveau pouvoir, tout ce que l'on sait du nouveau président est son parcours révolutionnaire sans tâche. Il invite donc les analystes à la prudence concernant l'appellation « conservateur » qui ne traduit pas en Iran la même chose qu'en Occident. En réalité, Ahmadinejad souhaite trouver un modèle de développement typiquement iranien, sans se référer à l'Occident.

La surprise de ces élections provoque un moment de flottement dans la propagande atlantiste contre l'Iran. Les relais néo-conservateurs dans la presse occidentale martelaient depuis quelques temps que le résultat de l'élection présidentielle iranienne ne changerait rien et que le pouvoir resterait aux mains des fondamentalistes. Il ne fallait donc pas tenir compte des gestes d'ouverture que n'allait pas manquer de faire le prochain président. Cette stratégie de

communication faisait le pari que le président iranien serait Rafsandjani. Ce dernier jouissant d'une image de modéré, il était important de dénoncer par avance sa duplicité et la rouerie de Téhéran, affichant un visage respectable tout en gardant une ligne dure. Les tribunes publiées par *Le Figaro* avant chacun des deux tours de l'élection étaient une illustration parfaite de cette tactique. Avant le premier tour de l'élection, le journal conservateur français avait publié un texte de Maryam Radjavi prétendant que l'élection ne changerait rien et appelant à un renversement du régime. Le jour du second tour, c'est au prétendant du trône d'Iran, Reza Pahlavi, que le quotidien français donnait la parole. Il soulignait que M. Rafsandjani avait appelé à la destruction d'Israël et avait été condamné pour conspiration criminelle en Allemagne. Il appelait donc la France à se préparer à un changement de régime en Iran en soutenant l'opposition.

Cet angle d'attaque s'est effondré avec l'élection de M. Ahmadinejad. Il faut trouver une autre approche face à un dirigeant qui est un quasi-inconnu.

Le jour du second tour, l'éditorialiste du *Tehran Times*, Hassan Hanizadeh, annonçait que face aux tentatives de déstabilisation des États-Unis, les Iraniens resteraient unis. Dans cet éditorial, qui s'apparente à un communiqué officiel, il ressort que, pour les autorités iraniennes, c'est la crainte des tensions ethniques qui l'emporte sur toutes les autres menaces. Le stratège du Pentagone et du CSIS, Edward N. Luttwak, en tient compte dans le *Los Angeles Times* et voit là une faille de son adversaire. Il affirme ainsi qu'Ahmadinejad est un individu xénophobe et puritain qui va à l'encontre des aspirations des minorités ethniques iraniennes et de la jeunesse. Il perçoit donc dans cette élection une chance de voir un affrontement entre ces groupes et le régime islamique qui entraînera la chute de ce dernier.

L'expert du cabinet Benador Associates, l'éditorialiste, Amir Taheri, estime, pour sa part, dans *The Australian* et *Gulf News*, que l'Iran ne peut plus jouer sur ses divisions. Trop longtemps, la République islamique a utilisé les divisions de ses élites pour laisser croire à l'Occident qu'il était possible de négocier avec une faction contre une autre. Aujourd'hui, les fondamentalistes ont rassemblé dans leurs mains tous les pouvoirs, la situation est donc clarifiée. Aux Iraniens et aux Européens d'en tirer les conséquences.

De son côté, le *Washington Times* ne se préoccupe pas de cette élection et travaille à la diabolisation à l'extrême de Téhéran. Le journal d'extrême droite publie sur trois jours les extraits de *Countdown to Crisis : The Coming Nuclear Showdown with Iran*, de Kenneth R. Timmerman. Ce dernier est journaliste et écrivain, éternel lobbyiste des guerres impérialistes et du réarmement tout azimuth des États-Unis et membre de la Foundation for Democracy in Iran. Ces trois extraits sont un flots d'éléments de propagande plus abracadabrants les uns que les autres. Pêle-mêle, dans un style très romancé qui ravira les fans de James Bond (voire d'Austin Powers), on apprend que l'Iran est en lien avec Al Qaïda depuis 1992, via le Soudan, puis via le Hezbollah, que Téhéran est complice des attentats du 11 septembre et qu'aujourd'hui l'Iran construit des armes nucléaires avec la complicité de l'Allemagne ! Si aucune information sur ce sujet n'a filtré avant c'est parce que les services de renseignement états-uniens sont englués dans une croyance qui les empêche de voir la réalité en face.

Les faucons ne savent peut-être pas encore quels arguments ils mettront en avant pour justifier une attaque de l'Iran, mais avec ce fourre-tout, ils n'ont plus que l'embarras du choix.

Réseau Voltaire

Bert Fragner



Bert Fragner est directeur depuis 2003 de l'institut d'iranistique de l'académie des sciences de Vienne. Il enseigne aussi l'iranistique à l'université de Bamberg.

« C'est le vieux Sud Téhéran qui parle »

Source : Der Standard (Autriche)

Référence : « Hier spricht das alte Südteheran », par Bert Fragner, *Der Standard*, 27 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je commencerai par citer *The Economist*, « Toute personne qui prétend comprendre l'Iran est très mal informée ». Le résultat des élections montre encore une fois que l'Iran est l'un des pays les plus imprévisibles politiquement. La frustration est extrêmement grande, les partenaires politiques naturels de Khatami sont tellement frustrés qu'ils l'ont lâché. Ils ont laissé tomber le candidat réformateur Mostafa Moin au premier tour et ils étaient encore plus décidés à laisser tomber Rafsandjani. La surprise c'est que la peur d'Ahmadinejad ne l'a pas emporté.

Rafsandjani aurait bien sûr été élu naturellement s'il n'avait été question que de la libéralisation du mode de vie. Simplement il s'agit aussi du taux de chômage, qui atteint parfois les 40 %, de la pénurie de logement sur tout le territoire. Ce sont des choses que l'administration Khatami a négligées. Il y a un autre point intéressant il me semble, Ahmadinejad n'est pas un théologien, il avait 20 ans au début de la Révolution. Il en est l'un des acteurs principaux, sa famille vient de la campagne mais il a grandi au Sud de Téhéran, c'est là qu'il a commencé un enseignement technique qu'il a terminé à Narmak. Narmak était dans les années 70 un centre de la pensée religieuse et du sens. C'est de là qu'est sortie la jeune génération qui a puisé son engagement social-révolutionnaire directement dans la religion. Il se peut en fait que les véritables acteurs de la révolution prennent la parole aujourd'hui, pas ceux qu'ils ont soutenus, pas ceux qu'ils ont intellectualisés et qui ont fait faux-bond les premiers.

Ces élections témoignent d'une orientation socio-politique et du débat autour de la répartition de haut en bas : L'un des buts de la Révolution était de prendre l'islam comme ersatz du marxisme léninisme. C'est pour ainsi-dire le vieux Sud-Téhéran du temps du Shah qui parle. Ce Sud-Téhéran n'est cependant plus ce qu'il était, les 26 années de République islamique et le processus de modernisation ont touché précisément les couches moyennes inférieures et inférieures. La question de savoir si c'est une nostalgie de cette époque qui s'est exprimée pendant les élections ou s'il s'agit d'un geste désespéré, demeure. Les conditions de vie matérielles, sociales et économiques sont-elles plus importantes que la façon dont ils doivent s'habiller, contrairement à ce que

Johannes Reissner



Johannes Reissner est directeur du département Moyen Orient et Afrique de l'Institut de recherches en affaires internationales. Il a travaillé comme observateur pour l'OSCE au Tadjikistan et a collaboré au Iran and Its Neighbors : Diverging Views on a Strategic Region, du German Marshall Fund.

« Le climat va se durcir »

Source : Deutschland Radio (Allemagne)

Référence : « Das Klima wird sich verschärfen », par Johannes Reissner, *Deutschland Radio*, 25 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Ce résultat est un peu surprenant, je pensais que Rafsandjani avait de grandes chances de l'emporter. La faible participation a dû contribuer à faire gagner ces élections au nouveau président. Nous allons sans doute assister à un complet remaniement ministériel avec des nouveaux ministres moins orientés vers la réforme. Ce qui va changer concrètement : des concessions aux couches les plus pauvres. Reste à voir si l'on va assister à une véritable redistribution.

Nous devons nous méfier des préjugés envers les ultra-conservateurs... Bien sûr nous pouvons compter sur une plus grande distance vis à vis de l'Occident. L'exemple de la Chine est parlant, on peut se développer économiquement et prendre une autre direction politiquement et idéologiquement. Pourquoi avons-nous besoin de l'Occident ? C'est la question qu'on se pose en Iran. Cela peut nous sembler peu raisonnable et peu moderne mais les gens ne s'en soucient pas. La communication sera sans doute plus difficile.

Une escalade est possible entre l'Iran et les États-Unis. Les Américains ont déjà déclaré que les élections n'étaient pas justes et que l'Iran s'éloigne de la démocratisation engagée dans la région. Une approche pragmatique semble désormais impossible. Je ne pense pas que la majorité de la jeunesse ait une orientation fondamentaliste. Il s'agit bien d'un changement de génération avec cette nouvelle élite, de l'arrivée d'une génération qui a fait ses premiers pas politiques en première ligne, à l'époque de la guerre contre l'Irak. Ce n'est pas la même expérience politique de la révolution, c'est là la grosse différence. Ces gens ont la conscience d'avoir combattu pendant huit ans et ils veulent avoir leur part, ils ne veulent plus se laisser faire par les gens riches du Nord de Téhéran qui ne parle que de démocratie. Il y a aussi différentes tendances au sein même des néo-conservateurs, ou des néo-fundamentalistes, entre les jeunes et les vieux.

Reza Pahlavi



Reza Pahlavi est le fil aîné de Mohammed Reza Pahlavi, dernier chah d'Iran, et prétendant au trône d'Iran.

« Le fils du dernier chah en appelle à la France »

Source : Le Figaro (France)

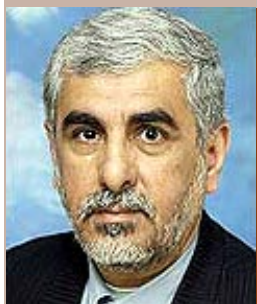
Référence : « Le fils du dernier chah en appelle à la France », par Reza Pahlavi, *Le Figaro* 24 juin 2005.

Aujourd'hui, nous assistons au deuxième tour de l'élection présidentielle iranienne. Les Iraniens savent bien que, quel que soit le résultat, il est improbable que leurs votes soient comptabilisés correctement. C'est ce qu'a affirmé le ministère de l'Intérieur lui-même. De toute façon, quel que soit la personne « élue », c'est le pouvoir théocratique qui décidera. Le Guide suprême continuera à incarner la souveraineté. Le prédécesseur du prochain président n'a rien réformé malgré ses promesses et on se demande en vertu de quoi la théocratie changerait. A quoi bon voter dans ces conditions ?

Les partisans de Rafsanjani affirment que si la participation n'est pas élevée, le pays se trouverait en face d'un religieux fasciste qui bâillonnerait les libertés et enflammerait les tensions internationales par un soutien plus actif encore au terrorisme. Là où le bat blesse c'est quand Rafsanjani se présente comme le recours. Il est vrai que Rafsanjani a besoin de convaincre le Guide suprême qu'il est l'homme de la situation, celui qui sera capable de contenir la colère grandissante de l'Occident. Pourquoi ? N'est-ce pas lui qui préconisa d'utiliser l'arme nucléaire contre Israël ? Qui fut condamné par un tribunal allemand pour ? En quoi est-ce un modéré ?

Aujourd'hui, l'Iran est mûr pour le changement. Une nouvelle génération d'iranien émerge, c'est elle qui rendra sa grandeur au pays. J'espère que cette nouvelle génération considèrera la France comme un ami crédible et fiable. Pour cela, la France doit introduire au cœur des négociations avec le régime islamique la question des Droits de l'homme. La France, après avoir passé plus d'un an et demi dans des négociations infructueuses avec un régime corrompu devrait être en mesure de déduire que la perspective d'une admission prochaine au sein de l'OMC ne fera pas reculer ceux qui s'enrichissent dans l'opacité des échanges. Le système iranien ne serait pas non plus mis à mal par les menaces du Conseil de sécurité des Nations unies du fait de ses liens avec la Chine et la Russie. Dans un tel contexte, seule une pression forte sur le dossier des droits de l'homme et de la démocratie en Iran est à même de faire plier les instances sécuritaires du régime islamique, c'est son talon d'Achille.

Hassan Hanizadeh



Hassan Hanizadeh est éditorialiste du *Tehran Times*.

« Le test décisif des Iraniens »

Source : Tehran Times (Iran)

Référence : « Iranians' decisive test », par Hassan Hanizadeh, *Tehran Times*, 24 juin 2005.

Demain, les iraniens vont déterminer le destin de la nation. Lors de ce texte décisif, la nation iranienne doit participer intensément pour relever le plus important test pour notre pays. Malgré la propagande des États-Unis et des médias occidentaux visant à décourager les électeurs iraniens, ceux-ci se sont massivement rendus aux urnes au premier tour. Le taux de participation de 63 % a surpris les analystes et a envoyé un message clair au monde : les Iraniens n'abandonneront jamais la cause nationale et révolutionnaire. Cela fait 26 ans qu'ils en font la démonstration.

Face aux difficultés, c'est l'unité qui prévaut en Iran au delà des divisions ethniques ou géographiques. La conspiration de la guerre irakienne contre nous imposée par les États-Unis, les groupes terroristes, les assassinats, les complots pour créer des tensions ethniques et l'embargo états-unien n'ont pas altéré l'unité iranienne.

Aujourd'hui, les nations musulmanes font face à des révolutions de velours dont la finalité est la confiscation des ressources de ces pays par les États-Unis et la mise en place d'un glacis défensif pour le régime sioniste. Lors du second tour, les Iraniens voteront pour démontrer qu'ils ne se laisseront pas faire.

Edward N. Luttwak



Concepteur d'une théorie originale des relations internationales qui affirme la prééminence de la géoéconomie sur la géopolitique, Edward N. Luttwak est membre du National Security Study Group du département de la Défense états-unien. Il est également membre du

« Le dirigeant populiste de Téhéran va à l'encontre de son propre peuple »

Source : Los Angeles Times (États-Unis)

Référence : « Tehran's 'Populist' Leader Clashes With the People », par Edward N. Luttwak, *Los Angeles Times*, 28 juin 2005.

Mahmoud Ahmadinejad, le vainqueur de la version iranienne d'une élection présidentielle est présenté à tort comme un ultra-conservateur. En réalité, c'est un fondamentaliste, un xénophobe et un populiste qui juge que l'Iran est devenu trop tolérant sur le plan sexuel et trop modéré vis-à-vis de l'extérieur. Il a fait campagne en promettant d'augmenter les salaires et de baisser les paix mais il a été porté à bout de bras par les plus extrémistes des fondamentalistes obsédés par le puritanisme et la xénophobie.

Ahmadinejad a été un des fondateurs du groupe d'étudiant qui a pris l'ambassade états-unienne en 1979. Il ne contrôlera pas la politique étrangère

mais il pourrait développer dans le pays une ambiance xénophobe qui pourrait provoquer des tensions entre Arabes, Kurdes et Perses en Iran. Il a reçu les voix de 38 % des inscrits et n'a gagné que parce son adversaire Rafsandjani était haï à cause de sa corruption. Aujourd'hui, Ali Khamenei contrôle tous les rouages du pouvoir. Toutefois, les extrémistes ne parviennent pas à contrôler les jeunes et les minorités.

Ahmadinejad va à l'encontre de l'évolution de son pays et il ne pourra pas éviter un clash.

Amir Taheri



Amir Taheri est journaliste iranien et rédacteur du journal français *Politique Internationale*. Il est expert du cabinet Benador Associates à New York. Il a récemment co-écrit *Irak : Le Dessous des Cartes* avec Patrick Wajzman.

« Le régime islamiste en contrôle total »

Source : Gulf News (Émirats arabes unis)

, The Australian (Australie)

Référence : « Islamist regime in total control », par Amir Taheri, *The Australian*, 27 juin 2005.

« Forging a puritanical alliance », *Gulf News*, 27 juin 2005.

Le second tour de la présidentielle iranienne a généré un tremblement de terre. Mahmoud Ahmadinejad est devenu président en battant un des piliers du régime depuis 1979. Ahmadinejad est le plus instruit de tous les présidents iraniens et il est le premier président de la République islamique avec un passé militaire (il est colonel dans l'armée de réserve des gardes de la révolution). Il est aussi le premier à venir d'un milieu populaire et à ne pas avoir amassé une fortune ces dernières années. Toutefois, la vraie raison de sa victoire est sa grande loyauté envers Ali Khamenei.

Bien que l'élection d'Ahmadinejad soit manifestement truquée, elle est un développement important pour le pays : c'est la première fois qu'un mollah est battu par un non-mollah. C'est surtout la victoire de la faction la plus dure du régime. Cette dernière contrôle désormais tous les rouages du pouvoir. C'est la fin de plus de 20 ans de divisions du gouvernement. Khatami pouvait légitimement affirmer ne pas être au courant de tout dans le pays, c'était vrai. Mais aujourd'hui, cet argument ne tiendra plus. L'élection d'Ahmadinejad prouve que l'Iran ne peut pas être réformé de l'intérieur.

Toutefois, cette élection place les iraniens et les Européens face à un choix clair. Et c'est peut-être un développement bienvenu.

Kenneth R. Timmerman



Ancien fonctionnaire de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants états-unienne, Kenneth R. Timmerman est journaliste et écrivain. Il est l'auteur de *Countdown to Crisis : The Coming Nuclear Showdown with Iran*. Il s'est illustré à plusieurs reprises lors d'audition de Commission d'enquête aux États-Unis en prétendant systématiquement que les États-Unis sous-estimaient les menaces militaires les entourant. Il est membre de la Foundation for Democracy in Iran.

« L'Iran, Al Qaïda et la menace nucléaire »

Source : Washington Times (États-Unis)

Référence : Le *Washington Times* a diffusé pendant trois jours des extraits du livre *Countdown to Crisis : The Coming Nuclear Showdown with Iran* de Kenneth R.

Timmerman :

« The rat line », 27 juin 2005.

« The supreme putdown », 28 juin 2005.

« 'Iran had sinned' », 29 juin 2005.

Première partie

Le 12 septembre 2001, les commandants des gardes de la révolution d'Iran se sont rassemblés à Téhéran et ont ouvert la réunion en récitant un verset du Coran : « Qui mène bataille contre Allah, voit Allah se battre contre lui ». Le général Ayahi se réjouissait des attentats aux États-Unis. Il demanda à son ami le directeur du bataillon Qods, le responsable des assassinats et des attentats à l'étranger, si l'Iran avait quelque chose à voir dans cette affaire. Ce dernier lui répondit d'un simple sourire du style « tu ne veux pas vraiment savoir ».

Ce n'est que le 26 octobre 2001 que Paul Wolfowitz apprit par un agent de la Defense Intelligence Agency (DIA) que les membres d'Al Qaïda se rendaient en Iran pour obtenir des papiers officiels leur permettant de voyager en Europe, puis aux États-Unis. Si le vice-secrétaire à la Défense n'a pas été prévenu avant, c'est que le rapport qui venait de lui être transmis allait à l'encontre des croyances profondes des services de renseignement états-unien. Ces croyances peuvent être désigné sous l'appellation de « Concept ». Selon cette croyance, Téhéran a abandonné l'action terroriste depuis l'élection de Khatami en 1997. Toujours selon ce « Concept », les fondamentalistes sunnites et chiites ne coopèrent jamais. Les services de renseignement se sont donc employés à décrédibiliser tous les rapports affirmant le contraire.

En réalité, l'Iran et Al Qaïda collaborent depuis 1992, date à laquelle Téhéran a créé un centre d'entraînement au Soudan. L'Iran se rapprocha alors d'Ayman al-Zawahiri, un Égyptien lié à Al Qaïda. L'Iran servit alors de voie d'accès en Afghanistan et de lieu de rencontre avec les services irakiens.

Seconde partie

Une semaine avant que la Commission d'enquête sur le 11 septembre ne rende son rapport, son directeur, Philip D. Zelikow, rassembla les membres de la Commission dans une réunion inhabituelle. On présenta à chacun de ses membres des documents sur les liens entre Al Qaïda et l'Iran. Les auteurs réalisèrent que si leur rapport était publié sans tenir compte de ces éléments, leur travail serait discrédité. Ils organisèrent donc une réunion en urgence. Pourtant, la CIA leur avait martelé pendant toutes les auditions qu'il n'existait aucun lien entre l'Iran et Ben Laden. La Commission a fini par consacrer deux pages à la question. Ils auraient pu mettre beaucoup plus compte tenu de l'importance du dossier.

Le « Concept » a masqué les yeux des services de renseignement états-uniens. Ce qui est troublant c'est que les États-Unis ont depuis longtemps des preuves des liens entre l'Iran et Al Qaïda via Imad Mugniyeh, du Hezbollah. Pourtant, cet homme n'est même pas nommé dans le rapport final, faute de temps.

Troisième partie

Jackie Sanders, déléguée états-unienne au bureau des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) perdait patience. Nous étions à Vienne, lors du week-end de Thanksgiving, et bien que l'AIEA ait à nouveau noté le mauvais comportement de l'Iran, aucune sanction n'était décidée. C'était la sixième fois depuis l'arrivée de Mohammed ElBaradeï à la tête de l'organisation qu'elle adoptait une résolution condamnant l'attitude iranienne sans rien faire d'autre. Son homologue, britannique Peter Jenkins affirma à l'assistant de Sanders, Christopher Ford, que les Européens avaient un accord avec Téhéran et qu'il fallait leur faire confiance.

Après que Mohammed ElBaradeï ait à nouveau expliqué que l'Iran, malgré sa promesse de suspendre l'enrichissement de l'uranium, avait continué, c'est au tour du délégué allemand Friedrich Groning d'affirmer qu'il fallait faire confiance à l'Europe. Sanders explosa alors, demandant pourquoi elle ferait confiance à l'Allemagne, premier partenaire commercial de l'Iran. Le même jour, *Der Spiegel*, révélait que l'Iran avait un programme nucléaire secret. En janvier 2005, les autorités iraniennes reconnurent ces informations et que le matériel de construction était allemand.

Pourtant, Baradeï s'évertue à vouloir pardonner à l'Iran, sapant ainsi le Traité de non-prolifération et la crédibilité de sa propre agence.